



Issy-les-Moulineaux, le 26 octobre 2017

Monsieur Emmanuel MACRON  
Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55, rue du faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS

Monsieur le Président de la République,

L'actualité récente m'oblige à vous adresser ce courrier pour vous relater certains faits odieux qui se déroulent actuellement dans le département de l'Oise.

Samedi 21 octobre, un cerf a été abattu après une chasse à courre de l'Equipage La Futaie des Amis en forêt de Compiègne à la Croix St Ouen, dans le jardin d'un particulier. Bien entendu, la chasse avait été stoppée quand l'animal s'est dirigé vers la zone habitée en périphérie de la forêt.

La suite, nous la connaissons tous : l'animal est resté bloqué dans un jardin privatif. L'équipage de vénerie souhaitait le gracier, ainsi que le code déontologique des veneurs le stipule. Le maître d'équipage souhaitait apporter son aide afin de permettre au grand cervidé de regagner la forêt, dans les meilleures conditions possibles. Malgré de nombreux efforts pour tenter de l'extraire, son caractère agressif n'a pas permis de réaliser cette opération.

A la demande des gendarmes présents sur place, il a été enjoint au maître d'équipage de le tuer, l'animal représentant un danger évident pour les personnes nombreuses présentes sur place et les biens. Une histoire banale de la vie rurale se terminait donc.

Malheureusement, des groupuscules extrémistes, prônant la violence verbale et physique pour imposer leurs idées à la société, se sont emparés médiatiquement de cette affaire. Les insultes raciales et antisémites, les menaces de mort, l'activation de toutes les haines et de toutes les violences, à partir, notamment, des réseaux sociaux, m'oblige aujourd'hui à vous demander d'intervenir dans les plus brefs délais, pour faire cesser ces graves dérives.

En vous écrivant ces lignes, Monsieur le Président, je sais pertinemment que le même sort que les acteurs cynégétiques de l'Oise me sera réservé, à savoir que ma famille et moi-même feront l'objet de pressions et de violences par ces mêmes groupuscules et associations.

Ces gens sont connus dans notre pays depuis de nombreuses années, et sous couvert de défendre la cause animale et le véganisme, veulent imposer leur vision minoritaire à la société actuelle. Certains sont aussi présents dans d'autres pays, qui les classent



terroristes, et où ils se sont rendus célèbres en assassinant ceux qui ne partageaient pas leur opinion. D'autres structures, n'ayant jamais caché leur opposition à la chasse, viennent de passer à la vitesse supérieure, se croyant certaines de pouvoir dorénavant agir en toute impunité.

**Jamais la chasse française n'a appelé à la violence contre les gens qui la rejettent, jamais la chasse française n'a voulu imposer ses idées par les menaces ; jamais la chasse française ne s'est octroyée le droit de se prendre pour l'Etat.**

**Monsieur le Président, ce courrier ne relève malheureusement d'aucune banalité. Il se fait la synthèse d'une longue dérive de notre société, où les différences de penser et d'agir ne semblent plus supportables par certains.**

Je vous demande de mettre un terme à tout ceci. Le racisme et la violence dont nous sommes victimes ne sont plus acceptables, et ne seront plus acceptés. Dorénavant, les chasseurs et les ruraux ne se tairont plus ! La chasse est un droit fondamental de la République, comme le droit de cultiver ses différences dans le respect des autres.

Je suis fier d'être le président des chasseurs, parce qu'ils portent en eux les valeurs fondamentales de l'espèce humaine, et qu'ils sont, comme bien d'autres, l'avenir de notre pays.

Je vous demande de dissoudre ces réseaux et ces associations, dont font partie ceux qui incident à la haine dans notre pays, dans les plus brefs délais. Pourquoi ces mêmes associations ne condamnent-elles et ne modèrent-elles pas les propos diffusés notamment via leurs propres réseaux sociaux ? Je vous demande également de faire entendre la voix de la justice en condamnant fermement ces agissements, et parallèlement en garantissant, au nom du droit des citoyens de la République Française, l'intégrité physique et morale des chasseurs et des ruraux à qui l'ont promet, par des centaines de messages, une mort prochaine, douloureuse et lente. Dans le but d'étayer mes propos, je conserve à votre disposition l'intégralité de ces écrits nominatifs.

Dans l'attente d'une réaction rapide et nécessaire de l'Etat, avant que cette violence n'atteigne son paroxysme, veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma plus haute considération,

Le Président



Willy SCHRAEN

- CC :
- Monsieur le Premier Ministre
  - Monsieur le Ministre de l'Intérieur
  - Monsieur le Ministre de de la Transition Ecologique et Solidaire
  - Madame la Garde des Sceaux
  - Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale
  - Monsieur le Président du Sénat